

ÉTAIENT PRÉSENTS

- Pierre LEROY, président du PETR
- Michel MOURONT, 1^{er} vice-président du PETR (CCGQ - 1^{er} adjoint de Réotier)
- Marie BAILLARD, membre du PETR (CCPE – 1^{ère} adjointe de La Roche de Rame)
- Claudine CHRETIEN, membre du PETR (CCB- maire de Névache)
- Lisa HAYE, cheffe de projet Avenir Montagne au PETR
- Nils FERRAND, INRAE / INRIA et Mathilde BOISSIER, Peter STURM, Emmanuel KRIEGER Frédéric FAVRE-FELIX, Violaine COMBE Équipe STEEP INRIA
- Christian FOUQUE, conseiller municipal de Molines en Queyras
- François ROTH, adjoint de l'Argentière la Bessée en charge du développement durable
- Yolande DITER, directrice par intérim du PNR du Queyras
- Rémi MONARI, chargé du renouvellement de charte du PNR du Queyras,
- Frank ADISSON, conseiller à Vallouise, Président du fournisseur alternatif d'électricité "Énergie ici", Président du club de kayak de l'Argentière
- Marion DOUARCHE, directrice du bureau d'étude CIMEO (eau en montagne)
- Roland QUEINEC, représentant ENER'GUIL et Terres en Guil
- Thomas PASCAL, président du syndicat de canoë kayak, activité été / hiver.
- Rémy BERNADE, Mountain Wilderness
- Frédéric ARNOULD, directeur technique de Serre Chevalier Vallée
- Jean-Paul COULOMB, LPO, collectif protection torrent et rivière
- Marie BEUZEVAL, SEM SEVE
- Yves LARNAUDIE, président d'ASA
- Yves MITTAINE, président de Eau Secours Briançonnais, là à titre individuel
- Lucie LOMBARD, présidente de l'association Forêts Alpines

PERSONNES EXCUSÉES

- Alice PRUD'HOMME, 2^{ème} vice-présidente du PETR (CCGQ – élue de L'Argentière la Bessée)
- Christian BLANC, président du PNR du Queyras et Maire d'Arvieux
- Nicolas CRUNCHANT, maire d'Abriès-Ristolas
- Stéphane RAIZIN, directeur du Syme 05 – Hautes Alpes territoire d'énergie
- David DOUCENDE, fédération de pêche
- Agathe DE MONTMORILLON et Amandine FANTONI, comptoir des associations
- Miren KERBAT, directrice du CPIE - Environnement et solidarité
- Xavier DUPORT, directeur de Sunwind Energy
- Michel BLANCHET, FNE et Antoine BARD, EDSB

DEROULE DE LA REUNION

- Contextualisation et présentation du projet
- Présentation des résultats de l'enquête préalable
- Atelier de discussion autour des principes à respecter au cours d'un processus participatif
- Discussion sur la participation, ses principes et ses objectifs
- Échanges autour des options de participation
- Présentation du rôle possible de modèles dans cette concertation
- Dernières remarques
- Suite

CONTEXTUALISATION ET PRESENTATION DU PROJET

Dans le contexte actuel de crise énergétique, le PETR souhaite engager une réflexion collective sur sa politique de l'énergie. Depuis 2022, l'INRIA et l'INRAE collaborent sur financement CNRS MITI pour élaborer une stratégie de concertation autour des enjeux : Climat, Energie, Biodiversité, Eau, Paysage et Economie Locale. Cela doit se poursuivre en 2023 par un projet de recherche-intervention visant à construire et utiliser de nouvelles méthodologies de participation, mobilisant en particulier des modèles adaptés. Les deux équipes associées mobilisent leurs expertises complémentaires en ingénierie de la participation décisionnelle (CoOPLAGE) et sur le métabolisme des territoires (AF-Filières).

La démarche, ainsi co-construite, aura vocation à accompagner les acteurs vers des politiques locales et des actions intégrant la maîtrise des consommations (sobriété, efficacité énergétique des bâtiments, mobilité, etc.) et une réflexion collective sur les voies à suivre pour envisager des productions d'énergie adaptées aux enjeux et aux contraintes du territoire, en lien avec le plan Climat." (voir fiche action)

CONTEXTE

La biodiversité et les paysages, véritables atouts du territoire du Briançonnais, des Ecrins, du Guillestrois et du Queyras sont également particulièrement fragiles. Comment, dans ce contexte, concilier autonomie énergétique et préservation d'écosystèmes sensibles ?

Ces dernières années le territoire s'est concentré sur la sobriété et l'efficacité énergétique au travers des programmes : Territoire à Energie Positive et à Croissance Verte 1 et 2 – Contrat de Transition Ecologique et Solidaire - Contrat de Relance et de Transition Ecologique.

Pour aller plus loin et passer à l'étape suivante, il est nécessaire de travailler sur la concertation, à la fois entre tous sur le devenir du territoire et son bilan énergétique, et spécifiquement avec les acteurs instructeurs de ces politiques énergétiques. Il s'agit de re-coordonner les décisions et d'améliorer l'efficacité de l'action publique en réduisant les contentieux finaux. Cette démarche doit intégrer au départ une meilleure information des citoyens, des élus, des entreprises et des collectivités, pour que tous les acteurs du territoire prennent la mesure des enjeux, puis une réelle co-construction et co-engagement dans des stratégies agréées par tous, avec une prise en compte responsable des enjeux et conséquences.

OBJECTIFS

Ce projet de recherche-intervention a pour objectif de construire et d'utiliser de nouvelles approches de concertation et de participation pour accompagner le dialogue et les décisions en matière de production et de consommation énergétique en tenant compte des enjeux que sont : le climat, l'énergie, la biodiversité, l'eau et l'évolution des territoires et des paysages.

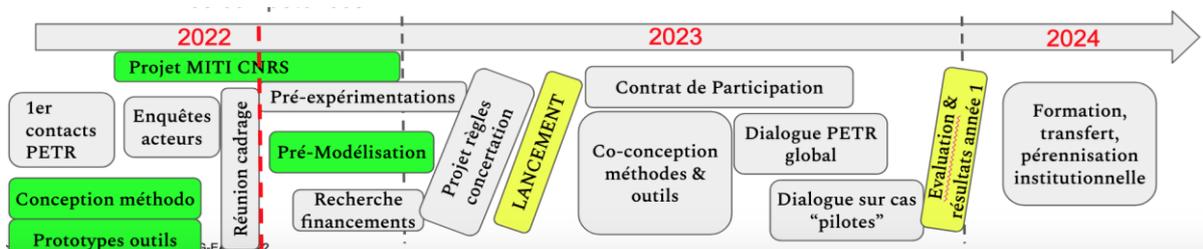
La démarche scientifique associée vise en particulier à permettre une analyse des enjeux, de leurs interdépendances et de leur mise en dialogue, en sollicitant divers modèles (flux de matière et d'énergie, biodiversité, ...).

LES GRANDS ENJEUX DE CETTE CONCERTATION

- Permettre aux acteur.rice.s de construire un cadre propice à une concertation légitimée
 - Partager des connaissances initiales sur la situation et ses enjeux
 - Définir un contrat spécifiant les règles de la participation et l'impact du processus sur les décisions transformatives
 - Définir collectivement des étapes à mettre en place pour ce processus de concertation.
- Permettre un processus participatif large, dans lequel le dialogue entre tous les acteur.rice.s est rendu possible
- Fonder la concertation sur des apports scientifiques et techniques fiables, mobilisant connaissances et modèles

Pour garantir la qualité de la concertation, une équipe de chercheur pluridisciplinaire a été sollicitée. Elle est composée de chercheuses et chercheurs de l'INRAE – G-EAU et de l'INRIA, équipe STEEP.

Calendrier prévisionnel



Suite aux 35 entretiens réalisés auprès de différents acteurs du territoire, cette réunion est mise en place afin de dessiner le cadre d'une possible future concertation territoriale pour 2023. La recherche est ici pour aider à mettre en œuvre une démarche nouvelle, utilisant selon les besoins des modèles et méthodes participatives dédiés

3 types de compétences sont associés :

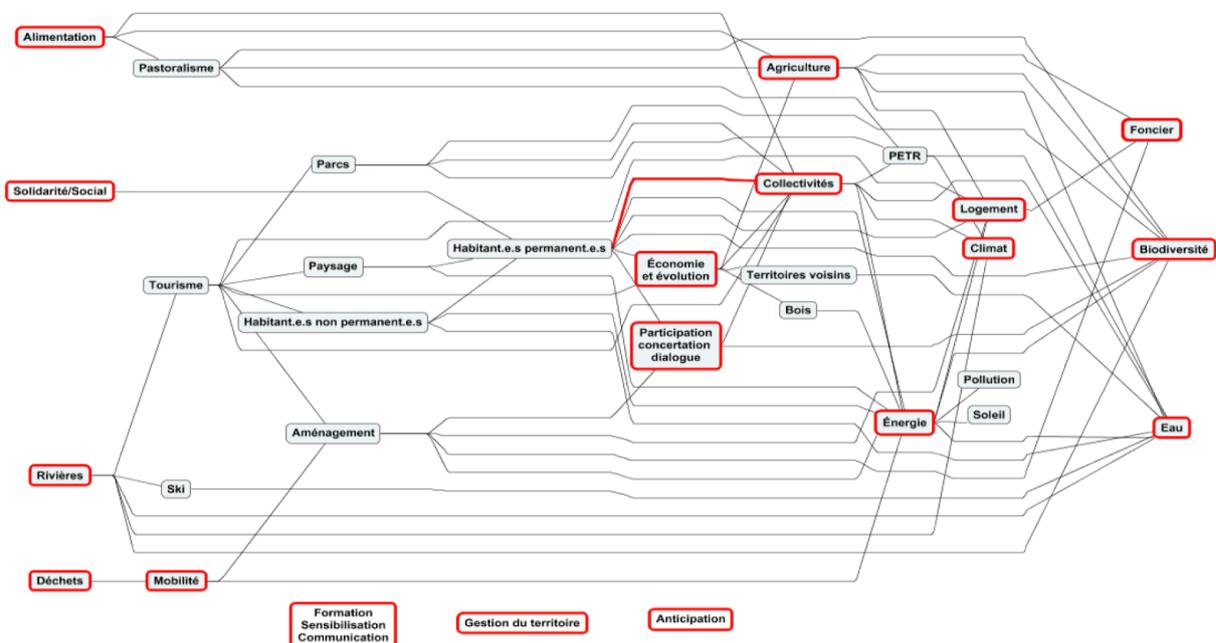
- INRAE : ingénierie de la participation pour l'action publique, établissement de cadres méthodologiques, outils intégrés de participation décisionnelle
- INRIA : modèles et modélisation territoriale sur les enjeux de soutenabilité et transition (en particulier des analyses de flux de matières et d'énergie)
- PETR et territoire : compétences des participant.e.s

PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ENQUETE PRELABLE

30 entretiens menés sur le territoire entre juillet et octobre avec

- Des élu.e.s engagé.e.s sur le territoire
- Des représentants de l'État
- Des socioprofessionnels du tourisme
- Des personnes travaillant dans les parcs
- Des personnes engagées sur les enjeux
 - D'énergie
 - De biodiversité
 - D'eau et rivières
 - Sociaux et territoriaux

Synthèse de ces entretiens



DES CONNAISSANCES MANQUANTES SUR LE TERRITOIRE

FORMER

- Tout le monde :
 - Enjeux des collectivités, leviers d'action, pouvoir
 - Trouver de l'information, distinguer croyance et savoirs, chiffres, appropriation des données
 - Dialogue, ouverture d'esprit
 - Sensibilisation au climat, environnement, énergie
- Élu.e.s :
 - Climat, environnement
 - Connaissance de leur territoire

INFORMER, COMMUNIQUER

- Faciliter l'accès aux connaissances
- Par les collectivités sur leurs actions
- Faciliter le partage et la mise en commun d'informations
 - Entre domaines
 - Entre générations
 - Entre statuts

CONNAISSANCES A DEVELOPPER

SUJETS MULTIPLES

- Concertation
- Suivi des lois
- Ce qui fait rester les gens sur le territoire
- Développement économique
- Transport, tourisme, usage des rivières
- Environnement, eau, pollution, forêts, biodiversité
-
- Échelles temporelles différentes
 - Quel impact à long terme ? que faire en urgence ?
- Échelles spatiales
 - Contradiction local / global
- Complexité
 - Décloisonner les approches, les disciplines

DES CONNAISSANCES NON DIFFUSEES ?

LA PARTICIPATION SUR LE TERRITOIRE

DES EXPERIENCES POSITIVES, AVEC LA POSSIBILITE D'UN DIALOGUE

- Cartographie des enjeux du GEMAPI
- Charte du PETR
- Ener'Guil
- Montage de SEM
- Certains PLU
- Projets en lien avec les parcs

TROP

- De dogmatisme (toujours les mêmes qui s'expriment)
- D'intermédiaires
 - plus la décision s'éloigne, moins la base est entendue"
 - plus de simplicité en matière de décision

MANQUE

- Espaces de concertation
- Temps, continuité
- Engagement des élu.e.s (présence dans les processus)
- Engagement des citoyen.ne.s (difficultés à mobiliser)
- Diversité des participant.e.s
- Sens collectif
 - Éviter les clivages avec pour seule option ressentie l'opposition dure
 - Prendre en compte les hétérogénéités du territoire
 - Fédérer autour d'un projet, d'actions collectives, approches plus communautaires pour les projets
 - Partenariats pour la concertation
- Informations (manque d'information des élu.e.s vers les citoyen.ne.s)
- Connaissances
 - Recadrage scientifique, pédagogie en amont de la concertation
 - Meilleur partage de l'information
 - Avoir des gens en capacité d'apporter des solutions
- Aboutissements concrets

ATELIER DE DISCUSSION AUTOUR DES PRINCIPES A RESPECTER AU COURS D'UN PROCESSUS PARTICIPATIF

Consigne : Les participants ont eu à noter (- -/+/++) les propositions suivantes, en fonction de leur avis ; il avait également la possibilité d'écrire sur des post-it des propositions manquantes.

	+	-
Équité de temps pour tous les arguments	8	6
Refléter la diversité sans trop agréger les avis personnels	10	1
Être constructif, expliquer les désaccords, éviter les conflits inutiles	24	0
Ne pas confondre information et concertation	13	2
Travailler la communication, bien diffuser les infos (sans oublier les réseaux d'influence existants)	22	0
Transparence, dire la vérité clairement aux gens dès le départ et mettre les choses sur la table	24	0
Informers sans demander aux gens de lire les gros dossiers (information lisible)	10	2
De la communication de la part des élu.e.s - les mobiliser, impliquer les politiques, que les décisionnaires soient présent.e.s	12	1
Organiser le partage des données	13	1
Faire l'effort pour que tout le monde participe, intégrer tout le monde (petites cellules de quartier? aller chez les gens? commencer par les jeunes avec un CMJ? ...)	10	3
Ne convier que les personnes nécessaires	2	14
Tirage au sort	3	14
Imposer de donner son avis dans les concertations	2	15
Permettre aux gens d'être force d'analyse/proposition mais pas de décision : réaffirmer le rôle du conseil municipal qui prend in fine les décisions	9	4
Prendre en compte les pressions entre élu.e.s (notamment de région à département à commune, ...)	3	8
Écouter tout le monde sans promettre qu'on va répondre à tout	16	0
Trouver d'autres cadres de facilitation que des réunions, innover, tester de nouvelles pratiques en sortant des post-its	19	1-
Neutralité (notamment dans le choix du lieu)	10	3-
Mettre en pause certain projet pour permettre à toutes et tous de parler, suspension de décisions d'ici au résultat	7	3
Permettre aux citoyen.ne.s d'être force de proposition, de s'impliquer s'il y a une envie	21	0
Dialogue systématique pour faire émerger des propositions puis trier pour avoir du cohérent et viable	15	1
Éviter qu'un.e seul.e expert.e ne soit présent.e dans la concertation (légitimité)	12	3
Introduire des discussions entre citoyen.nes et sachant.e.s suffisamment tôt pour reposer le cadre	9	2
Éviter de fragmenter les décisions, présenter les projets dans leur ensemble	12	2
Permettre de la cohérence grâce aux intercommunalités, changer l'échelle des réflexions, des perspectives, penser le territoire entier	19	2
Aboutir sur des décisions concrètes et appliquées	29	0
Mettre en oeuvre les solutions (à fixer dès le début) : si il y a concertation, il faut respecter l'avis des gens pour ne pas perdre leur confiance (honnêteté intellectuelle)	22	0
Établir une force de contrôle, se suivi des suites de la concertation	17	1

Ajouts supplémentaires sur les post-its :

- Cadre législatif
- Neutralité OK mais plutôt diversité : on peut concerter dans une église ET dans un stade ...
- La concertation, pourquoi?
- Éviter les représentations par graphe avec des liens dans tous les sens
- Avoir les outils adaptés, un grand tableau
- Les décideur.euse.s prennent en considération les résultats des concertation et affichent en transparence pourquoi ils les écoutent ou non (pas de « cause toujours »)
- S'entendre sur une définition du terme « concertation »
- Prendre du temps, s'assurer que chacun.e a compris

DISCUSSION SUR QUELQUES PRINCIPES

- **Équité de temps**
 - Certains domaines demandent plus de temps d'explication / transferts de connaissances
 - De manière générale, éviter d'être trop rigide
 - Certains arguments sont plus pertinents que d'autres
 - Remise en question du choix « équité »
- **Ne convier que les personnes nécessaires**
 - Il n'y en a pas de personne nécessaire
 - Au contraire tout le monde est nécessaire
 - « Convier » c'est choisir et trier, donc une sélection a déjà été faite
- **Tirage au sort**
 - L'idée du tirage au sort est intéressante car on peut faire venir d'autres idées que celles auxquelles qu'on aurait pensé et faire venir des personnes qui n'auraient pas l'idée de s'exprimer. On oblige les gens et c'est peut-être intéressant.
 - Entretenir la dynamique est un challenge, éviter de casser la dynamique
 - Le tirage au sort peut être nécessaire mais pas suffisant, pour toucher des personnes qui ne seraient pas venues
- **Discussion sur « qui est concerné » :**
 - Tout le monde : des personnes ne se sentent pas légitime à s'exprimer ou râlent dans leur coin
 - Apport des chercheur.euse.s : les touristes et résidents à temps partiel, secondaire ou passagers : c'est une vraie question
- **Imposer de donner son avis dans les concertations :**
 - "plus" sur certains sujets, les gens doivent s'exprimer
 - On ne peut pas avoir un avis sur tout.
 - Pour moi imposer concertation c'est antinomique
- **Neutralité**
 - Des gens seraient plus en confort pour s'exprimer dans un lieu qui les conforte plus mais ce ne sera pas neutre

- Que signifie neutralité ? indépendance ?
- **Légitimité des expert.e.s**
 - Pendant le covid tout le monde se disait expert : quelle légitimité à l'expertise ? En tout cas nous si on a fait appel à l'INRA / l'INRIA, c'est parce qu'il y a une légitimité scientifique qui permet de prendre du recul. Que l'expertise soit légitime.
 - Apport des chercheur.euse.s : on veillera à ce que des avis contradictoires soient apportés. Par exemple, toutes les raisons pour lesquelles la concertation ne marche pas en général.

AUTRES POINTS DE DISCUSSION

- **Importance du cadre législatif :**
 - Par exemple pour les projets type eau/énergie tranchés en préfecture donc il faut que la préfecture soit impliquée dans la démarche.
 - Apport des chercheur.euse.s : la DDT a été impliquée, c'est très clair, le processus est connu. La concertation ne va pas se substituer au cadre réglementaire, en tout cas pas en France dans un état de droit.
- **Définition de concertation :**
 - Les services de l'état prétendent faire de la concertation mais c'est décevant car on défend des causes sans avoir l'impression d'être entendu.e.s, d'être concerté.e.s pour rien.
 - Apport des chercheur.euse.s : notre travail de spécialiste, c'est de construire des conditions de telle sorte à ce que les engagements puissent être tenus.
- **Question posée pour la concertation :**
 - Qu'est-ce qu'on cherche à savoir et que va-t-on faire de ce qui est remonté ? Ce n'est pas parce qu'on fait remonter notre avis que ça va être pris en compte et en quoi ces avis vont étayer la question qu'on va poser ? Consultation, concertation, co-construction ?
 - Apport des chercheur.euse.s : la notion de haut et de bas, c'est un cas particulier de concertation. Nous on insiste sur la notion de contrat de participation. Le plus important, c'est le devenir de ce qui est apporté, quel statut cela a par rapport aux institutions, c'est quelque chose qui se construit au départ. Aujourd'hui on ouvre la discussion et ce jusqu'à début 2023, qu'il y ait une signature réelle avec un rôle formalisé des personnes / institutions engagées et une date point de départ avec des règles du jeu

Tout ce travail devra être continué pour permettre de définir une charte de la participation, un cadre de principes à respecter.

DISCUSSION SUR LA PARTICIPATION, SES PRINCIPES ET SES OBJECTIFS

- Importance du temps dans la prise de décision. Exemple du nucléaire pour lequel un avis est demandé quand la décision a déjà été prise.

- Parle-t-on de « concertation » ou de « participation », avec quelques définitions proposées :
 - Concertation : entre décideurs. Participation : « on ne sait pas si ça aura un effet »
 - (chercheur.euse.s) concertation : acteur.rice.s intermédiaires. Participation : si on pense que ça n'aura pas d'effet c'est uniquement un effet d'histoire.
 - Concertation : on a identifié un désaccord préalable. Participation : pour construire quelque chose ensemble

- À propos du projet de concertation/participation sur le territoire :
 - (chercheur.euse.s) Demande qui a été faite : aujourd'hui sur le territoire, il y a une vraie question sur l'énergie, sur les enjeux environnementaux, les enjeux d'économie et de développement local. Ça concerne les personnes engagées, et en tout le monde (logement, paysage, ...) On est dans un espace ouvert en termes d'engagement. Cette question de l'engagement sera au cœur de la construction du processus. Si on était que sur de la concertation, je pense qu'on n'arrivera pas à ce qui est attendu. Mais c'est à vous de le décider, ça reste un champ à discuter.
 - Objectif : construire quelque chose qui colle aux besoins du territoire.

ÉCHANGES AUTOUR DES OPTIONS DE PARTICIPATION

Consigne Les participants par groupe de 5 à 7, avec un jeu de 32 cartes, ayant divers messages en lien avec les thématiques travaillées, ont eu à les organiser-du moins prioritaires aux plus prioritaires, ils avaient également la possibilité de les rejeter et d'en ajouter

Cartes :

Former les acteurs à la participation	Aller à la rencontre des gens chez eux, pour discuter futur, énergie, eau, paysage, tourisme, etc	Faire des conférences - débat sur les enjeux	Faire faire un diagnostic par les habitant.e.s eux-mêmes	Utiliser des jeux sérieux pour mieux comprendre les enjeux et discuter les options	Faire construire aux volontaires des règles et un plan de participation	Faire construire et discuter des scénarios d'évolution
Recueillir les attentes et vœux des gens pour leur territoire	Organiser des forums / débat sur la solidarité et la justice sociale	Demander aux experts des modèles sur l'énergie dans le territoire	Demander aux experts des modèles sur la biodiversité dans le territoire	Demander aux experts des modèles sur l'eau dans le territoire	Avoir un forum de dialogue régulier avec les élus, les associations, l'état et des spécialistes	Avoir des moments festifs sur ces sujets
Collecter et mettre à disposition de tous les données disponibles	Engager des volontaires dans la construction de modèles énergie / biodiv / eau / etc	Faire dialoguer à partir de modèles	Demander aux experts de proposer des options	Demander aux experts des modèles sur dans le territoire	Diffuser systématiquement des informations à tous les habitants	Imposer à un élu par commune de participer

Faire construire aux volontaires des règles et un plan de participation	Faire construire et discuter des scénarios d'évolution	Laisser les élus décider	Mettre en place un groupe de suivi du processus et de ses effets - l'utiliser pour adapter le processus	Demander une déclaration publique des nouveaux projets impactant l'environnement	Organiser des groupes de travail avec des volontaires	S'organiser pour respecter la parité de genre, de zone de vie et d'activité		
Avoir un forum de dialogue régulier avec les élus, les associations, l'état et des spécialistes	Avoir des moments festifs sur ces sujets	Partager des chiffres complets sur eau, énergie, biodiversité	Tirer au sort des citoyen.ne.s et les défrayer pour représenter les habitants dans des groupes de travail	Faire contribuer les énergéticiens pour financer cette concertation			Votre proposition :	Votre proposition :
Diffuser systématiquement des informations à tous les habitants	Imposer à un élu par commune de participer	Faire proposer des actions à tous les habitants	Faire dialoguer tous les volontaires sur la cohérence et la faisabilité d'un plan global	Faire contribuer les communes pour financer cette concertation				

DISCUSSION PAR GROUPE

GROUPE 1

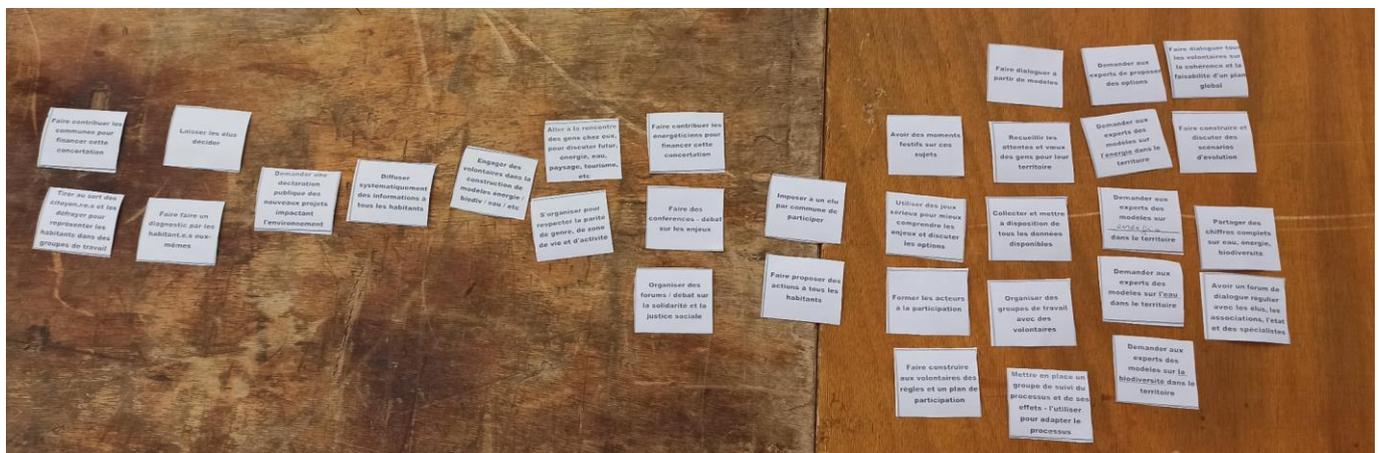


- Priorité mise sur l'information, afin que tout le monde ait les outils nécessaires pour se parler.
- Recueillir les attentes.
- Associer les habitants, mais que ce ne soient pas eux qui construisent les règles/diagnostics tous seuls. Les associer mais ne pas se reposer que sur eux.
- Association d'experts : c'est bien que les expert.e.s interviennent à différents moments (diagnostic et ensuite modèle). Une difficulté c'est de choisir le sujet de manière suffisamment précise pour le délimiter, pour le cadrer.

- Le plus important, c'est d'avoir des moments festifs.

GRUPE 2

- Plus de la moitié des actions sont prioritaires...
- Carte « aller chez les gens » : c'est utile, nécessaire mais c'est énorme comme travail. Quelles ressources sont nécessaires pour cela ? (apport des chercheur.euse.s : ça a déjà été fait avec 8 services civiques qui avaient vu 1000 personnes)
- Trouver des fonds pour permettre ces actions est la difficulté des élu.e.s. Et quand une action ne rapporte en plus pas d'argent (en tous cas de manière immédiate), c'est encore plus difficile.
- Mot important : "connaissance". Il faut que tout le monde ait accès aux informations.
- Enjeu sur les outils : ça peut être des conférences, associer des volontaires aux expert.e.s...
- L'action « laisser les élus décider » nous a paru hors sujet (démocratie représentative, il y a un moment où le débat s'arrête et où les décideur.euse.s décident)



GRUPE 3

- Certains papiers étaient plus relatifs à la méthodologie et d'autres à l'organisation.
- La définition d'un cadre a été placée comme très importante : le groupe de suivi, l'adoption du processus, le comité de pilotage....
- L'information est importante aussi : aujourd'hui on n'a pas d'informations, avec des sujets où l'information est secrète...



DISCUSSION COLLECTIVE

- Certaines choses paraissent irréalistes ce qui pousse à l'auto-censure (exemple : imposer un élu par commune à la concertation)
- Échanger avec les habitant.e.s
 - Sur le territoire du PETR, plusieurs équipes de chercheurs ont réalisé des films sur les transitions en faisant parler différentes catégories d'acteurs sur le territoire. Ces films pourraient être diffusés dans différents endroits du territoire, en présence de chercheurs, pour favoriser les échanges et les discussions autour des thématiques abordées.
 - Solutions intermédiaires entre aller voir tout le monde et accéder tout de même aux personnes (Club Climat, ACSSQ, ...)
 - La question sera : qu'est ce qui est en jeu dans ce dialogue ?
- Pouvoir dans la concertation : il a été dit qu'une concertation sans pouvoir n'est pas intéressante. Le pouvoir que les élu.e.s vont donner à cette participation, et la traduction en actes est hyper important. Sinon, la concertation va perdre de son sens, et il n'y aura pas l'ampleur recherchée dans ce processus.
- Niveaux de discussion : reconnecter les niveaux est important en sommant les connaissances et en les partageant pour remettre tout le monde au même niveau. Entre nous mais aussi dans les associations, les écoles, ... et les jeunes qui sont les acteur.rices des territoires de demain. Avec une attention à ne pas uniquement reporter les enjeux sur les jeunes. Certaines choses sont à traiter maintenant.
- Démocratie et citoyenneté
 - Passage difficile de démocratie représentative (et un citoyen qui se dit « à quoi ça sert car l'élu décidera ») à démocratie participative où les élus sont parfois réticents... Besoin de trouver le dénominateur commun pour mobiliser tout le monde.
 - exemple du budget participatif : la collectivité décide de créer un budget avec une sollicitation des gens sur les actions à mener suivie d'une instruction technique et financière puis un vote. Participation qui fait le bon équilibre entre les deux mondes : contribution des gens et contribution du corps technique (on oublie beaucoup trop l'importance des corps techniques DGS, ...) et puis les élus. Seul souci : des choses se superposent avec des problèmes de cohérence.
 - on sous-estime l'importance de l'avis des citoyens. Il faut mettre des moyens sur les processus d'information et de questionnements : qu'est-ce que vous êtes prêts à accepter sur le territoire ?
 - ce qui pose ensuite la question de l'acceptation de ce choix des citoyens par les élu.e.s. Et nécessite un contrat initial.
- Échelle de concertation :
 - Quelle est l'échelle souhaitée ?
 - Primordial d'y réfléchir au préalable.

PRESENTATION DU ROLE POSSIBLE DE MODELES DANS CETTE CONCERTATION

Pour lancer ce travail sur les modèles, quelques ateliers sont en cours de construction et seront proposés sur le territoire. Il s'agit de discuter autour d'un modèle de flux de matière et d'énergie et de regarder en quoi ce type d'outil peut être rattaché au territoire, faciliter ou non le dialogue et comment le faire évoluer.

Dates : 17 Novembre à Guillestre, 18 Novembre à Briançon et 5 ou 7 (à préciser) Décembre à L'Argentière.

DERNIERES REMARQUES

- Impression que deux démarches sont en cours : une participative et une co-construire.
- Importance de pouvoir coupler les actions à celles de la conception d'un SAGE. En tous cas éviter de faire se télescoper les parties des travaux qui pourraient le faire et mutualiser ces parties-là.
- Le territoire et cette démarche de concertation sont très observés par l'ADEME, la Caisse des Dépôts, la préfecture, le ministère, etc.
- Les chercheur.euse.s observent que pour l'instant, il manque un peu d'engagement de la part d'élu.e.s du territoire. Il y a un besoin d'une garantie de portage au niveau politique et d'un portage avec l'État pour s'engager plus loin dans le processus.

SUITE

GROUPES DE TRAVAIL A VENIR

Travail sur l'organisation de la participation :

Appui sur le modèle PREPAR pour organiser la participation dans le détail. Ce travail fera l'objet d'ateliers pour lesquels les participants seront recontactés.

TRAVAIL SUR LES CONNAISSANCES

État des lieux à construire avec un groupe de réflexion à ce sujet.

PROCHAINE ETAPE

Février 2023 avec la formalisation du projet et des règles de concertation à choisir.

Fin de la réunion 17H15